

5/04/2012



Nations Unies

# Secrétaire général

SG/SM/14217

AFR/2366

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

## **LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE DEMEURE AU CENTRE D'UNE SITUATION D'URGENCE OUBLIÉE, AFFIRME LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

On trouvera, ci-après, le message adressé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et délivré par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, aux Amis de la République centrafricaine, à New York, le 5 avril:

C'est avec plaisir que je vous adresse mes salutations ce matin.

Nous avons le privilège d'avoir parmi nous aujourd'hui le Premier Ministre Touadéra afin d'examiner avec lui les moyens par lesquels nous pouvons aider au relèvement de son pays.

Alors que les yeux du monde sont tournés vers les événements qui se produisent au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, la République centrafricaine demeure au centre d'une situation d'urgence oubliée.

Beaucoup a été fait depuis la création du BINUCA il y a deux ans, mais le pays continue de se heurter à de graves difficultés.

Au rang de celles-ci figurent l'extrême pauvreté, la faiblesse des institutions nationales, la corruption, les violations des droits de l'homme et l'impunité.

Le pays connaît un taux élevé de crimes violents commis par les mouvements armés et les hors-la-loi.

Nous devons tous faire tout notre possible pour aider le Gouvernement à mener à terme la consolidation de la paix, la reconstruction, la réforme du secteur de la sécurité, la mise en œuvre des accords de paix ainsi que le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants de façon durable.

Les institutions de l'État ont besoin d'appui, et les infrastructures doivent être rénovées, en particulier le réseau routier national.

Le renforcement de la démocratie est aussi indispensable.

L'ONU a appuyé une série d'ateliers auxquels ont participé des représentants de l'opposition et du Gouvernement en vue d'examiner les principales questions politiques.

Cette démarche est d'autant plus nécessaire que le parti au pouvoir domine le Parlement et les autres institutions du fait du boycott du processus électoral par l'opposition.

Le dialogue parrainé par l'ONU peut contribuer à instaurer l'espace politique ouvert à tous et le consensus dont le pays a tant besoin.

Nous sommes disposés à continuer d'épauler le Gouvernement dans ses efforts à cet égard.

Le chemin que doit parcourir la République centrafricaine est semé d'embûches.

Les rebelles et les groupes criminels contrôlent de vastes étendues du territoire et déstabilisent non seulement la République centrafricaine mais aussi d'autres pays d'Afrique centrale.

En revanche, on observe un ferme engagement national en faveur du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.

Le Secrétaire général juge encourageant que les groupes politico-militaires et les communautés eux-mêmes pressent le Gouvernement d'accélérer le processus de DDR.

Il est par conséquent indispensable que la communauté internationale appuie les efforts du Gouvernement.

Le Gouvernement a mis en place un cadre institutionnel pour ce processus, notamment un ministère du désarmement, de la démobilisation et de l'intégration, et a consacré près de 9 millions de dollars aux activités de désarmement et de démobilisation dans le nord-ouest du pays.

Le Fonds pour la consolidation de la paix a pour sa part approuvé un montant de 2,4 millions de dollars à cette fin.

Ces efforts devraient permettre d'améliorer les conditions de sécurité dans le pays et dans la sous-région.

L'ONU félicite le Gouvernement d'avoir ratifié les deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant en décembre dernier.

Dans le nord-ouest, le Gouvernement prévoit d'assurer la réintégration des enfants dans la société avec l'appui des Nations Unies.

Nous devons maintenir cet élan en soutenant le processus de DDR pour les combattants adultes.

Nous sommes tous conscients de l'exaspération qu'inspire la lenteur des progrès enregistrés.

D'autres retards ne feraient qu'accentuer les tensions et compromettre un processus déjà fragile, avec des résultats potentiellement désastreux.

Lorsque la saison des pluies débutera en juin, il sera difficile de mettre en œuvre le processus de DDR dans le nord-ouest.

En commençant par mener des opérations, même à petite échelle, avant cette saison, on enverrait un signal positif aux groupes armés et aux populations qui attendent ce processus depuis quelque temps déjà.

Le Secrétaire général lance un appel aux Amis de la République centrafricaine afin qu'ils apportent l'appui nécessaire, pour éviter que le processus de DDR ne soit un échec.

L'ONU et le Gouvernement centrafricain sont reconnaissants à l'Union africaine, à la Banque mondiale, à l'Union européenne, à la Francophonie, aux pays voisins et aux partenaires bilatéraux pour l'appui qu'ils ont déjà fourni.

Nous tous réunis dans cette salle sommes des Amis de la République centrafricaine.

Montrons notre amitié de manière concrète.

Un retour à la violence aurait de profondes conséquences, non seulement pour la République centrafricaine mais aussi pour la sous-région.

Vous avez un rôle fondamental à jouer pour empêcher que cela se produise.

\* \* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**